

[Text]

**Mr. King:** I am from the Okanagan, the southern part of the Okanagan. I am delighted with some of the things I have heard you say and I will refer to them. On page 14, you say:

the industry requires innovation from the financial institutions that serve it

and that new ways to finance early stages of development are needed:

perhaps a combination of financial counselling services, financial assistance, and joint arrangements with their various creditors, could help them stay in farming

and that we must devise programs that can help those farmers in difficulty now:

This means that the credit environment is complex and requires considerable co-ordination between federal, provincial and private lending institutions to ensure that the economic strength of the farm sector is maintained

and that:

credit institutions can and should work together with the farmer to keep individual farm businesses viable.

We like those words, but when we get out in the field and communicate with constituents and friends whose circumstances we know very well, we find that things that could be done are not being done. Is the Farm Credit Corporation prepared to accept a higher degree of risk than other lending institutions, to take a reasonable chance that a bank, for instance, might not take? Does its mandate provide for terms of lending that might be unusual to a banking institution but might be necessary to keep the farmer in business?

**Mr. Anderson:** Yes, our terms of reference have always been, and are now, such that we do not lend to a farmer who has the assets or the cashflow to go to a commercial lender. Mostly it is because it is a very large market to fill and the feeling has always been that those farmers who can do so should.

Our programs are unusual in the fact that again we offer the only long-term credit available. But we do take very high risk lending and I think that shows in our arrears, which are 15% compared with the banks' 5%, and in the fact that now, on every farm we get back or foreclose on, we are losing an average of \$90,000.

So, yes, we take very high risk lending and it is a problem to us, in that we have to compute that risk back, compute that margin into our lending rate, and the higher risk we go to means that we do it at a higher lending rate. It makes it very difficult for a young farmer, or a farmer, to understand that if we take the very high risk our lending rate will not be 13.25%, where it is now, it will probably be 15% or 16%—similar, I believe, to what FBDB does in some of their high risk cases. We have to balance two things, and that is to keep our risk

[Translation]

**M. King:** Je suis originaire de l'Okanagan, et plus précisément de la partie méridionale de l'Okanagan. J'ai été ravi d'entendre certaines choses que vous nous avez dites, et j'aimerais y revenir. Vous dites à la page 18:

Les établissements financiers qui servent l'agriculture ne doivent pas craindre d'innover.

et qu'il faut trouver de nouveaux moyens de financer les premières étapes de développement:

Par exemple... un plan de rétablissement intégré se composant de conseils financiers, d'aide financière et d'arrangements entre les différents créanciers, pourrait leur permettre de se maintenir en agriculture

et que nous devons élaborer des programmes pour aider les agriculteurs qui sont déjà en difficulté:

Le secteur du crédit est complexe et exige une coordination considérable entre les établissements de crédit fédéraux, provinciaux et privés, de manière à favoriser la santé économique du secteur agricole

et que:

les établissements de crédit peuvent et doivent travailler ensemble et avec l'agriculteur pour maintenir la rentabilité des exploitations.

Ces propos nous font plaisir, mais lorsque l'on se rend sur place pour discuter avec des amis et des habitants de nos circonscriptions dont nous connaissons bien la situation, nous découvrons que les choses qui pourraient être faites ne le sont pas. La Société du crédit agricole est-elle prête à assumer un risque plus important que d'autres institutions de prêt, comme par exemple les banques, n'accepteraient pas? Votre mandat prévoit-il des conditions de prêt qui sont tout à fait étrangères aux établissements bancaires ordinaires, mais qui sont peut-être nécessaires pour maintenir les exploitations agricoles?

**M. Anderson:** Oui, notre mandat est et a toujours été tel que nous ne prêtons pas aux agriculteurs qui disposent d'un avoir ou de fonds suffisamment important pour qu'ils puissent recourir aux prêteurs commerciaux. En fait, c'est sans doute parce que le marché est très vaste et que nous avons toujours eu le sentiment que les agriculteurs qui peuvent recourir avec succès à ces autres institutions devraient le faire.

Comme je l'ai déjà dit, nos programmes sont uniques, en ce sens que nous offrons les seuls crédits à long terme dont ces personnes peuvent bénéficier. Nous prenons cependant des risques très importants, et je pense que cela apparaît très clairement dans nos arrérages, qui s'élèvent à 15 p. 100, chez nous, contre 5 p. 100 dans les banques. Par ailleurs, chaque fois que nous reprenons une ferme ou qu'un exploitant déclare faillite, nous perdons en moyenne 90,000\$.

Nous consentons donc des prêts à risque élevé, et cela pose bien sûr des problèmes pour nous, car nous devons prévoir une marge pour couvrir ce risque, et c'est pourquoi les taux d'intérêt que nous imposons sont plus élevés. Les agriculteurs, et les jeunes agriculteurs en particulier, ont par conséquent du mal à comprendre que si nous assumons un risque élevé, notre taux d'intérêt ne sera plus de 13,25 p. 100, comme il l'est à l'heure actuelle, mais de 15, ou même de 16 p. 100. Ce système rejoint d'ailleurs, je pense, celui qu'applique la Banque